

Préambule

*« Un homme qui ne se mêle pas de politique
mérite de passer, non pour un citoyen paisible,
mais pour un citoyen inutile. »*

THUCYDIDE

Beaucoup de nos visiteurs l'auront compris, le site internet de Force Française est la simulation d'un mouvement politique fictif à titre expérimental (mais aussi exécutif) qui n'a d'autre prétention que d'exprimer des idées et opinions qu'aucun autre parti politique dit de droite, se prétendant d'obédience républicaine, n'ose, en France, revendiquer réellement en toute honnêteté et toute vérité ; et c'est justement parce que les Français sont à une écrasante majorité républicains, plus par imprégnation que par conviction, que l'idéologie républicaine est un barrage mental à toute forme d'évolution intellectuelle, qu'ils ne peuvent s'extraire de la République, de son « esprit », de ses mensonges, de ce mal numéro un qui tue la France à petit feu, le feu couvant depuis des décennies ; il se propage désormais à tous les étages, menaçant l'existence même de notre nation.

N'oublions jamais ceci : être nationaliste, c'est considérer la nation comme fait premier de société, comme la famille des familles dans la maison commune, la famille étant elle-même la cellule de base de toute société vivante et active. Sans la reconnaissance nationale, plus rien n'a de sens, parce que rien ne se peut construire ni exister de sain et d'équilibré hors la nation ; et hors la nation, c'est alors que s'installe le règne du chaos civilisationnel. Le nationalisme respecte, conformément à ses principes, les peuples et les nations en tant que tels et s'oppose clairement, fondamentalement, au mondialisme comme à toute forme d'impérialisme dominant ou dominateur, sous quelque forme que ce soit.

Trois principes fondamentaux ont déterminé l'orientation politique de notre démarche, le mot politique étant ici entendu au sens noble, profond, et non politicien :

- 1) Dissoudre la République remplacée par un Conseil Gouvernemental à deux niveaux : régalien et exécutif.
- 2) Instaurer le Référendum d'Initiative Civique (ne pas confondre avec le RIC citoyen).
- 3) Faire appel au Roi et le réinstaller dans ses prérogatives régaliennes adaptées à notre temps. Ceci restant, pour l'instant, purement hypothétique.

Deux principes moraux et identitaires ont conduit notre réflexion :

- 1) La France est catholique et restera catholique.
- 2) La France, c'est aussi 15 siècles d'existence dont 13 de monarchie ininterrompue : constat identitaire déterminant irréfragable, qui pose la nation française, par son histoire et son génie séculaire, comme l'une des civilisations les plus achevées de toute l'histoire de l'humanité.

*

Avant d'aller plus loin sur le site de FF, avoir en tête quelques éléments de réflexion précis permettant d'éviter les confusions trop souvent entendues, même chez des patriotes convaincus.

Ne plus parler de **THÉORIE POLITIQUE**, une expression qui n'a pas de sens langagier. Si l'esprit peut admettre une théorie scientifique tant qu'elle n'est rendue caduque par une autre théorie contradictoire, sur le plan politique, le mot théorie est inapproprié, et persévérer à l'employer est un pur scandale. Ce vocable est le plus souvent utilisé par de pseudos penseurs pour donner une certaine valeur scientifique à leurs discours, et faire valoir l'idée générale que leurs thèses fondées sur l'abstraction et la spéculation intellectuelle n'assènerait que des vérités.

Dès le XVII^e siècle, et sur trois siècles d'Ancien régime et de République, l'Occident chrétien va connaître une mode nouvelle, l'Utopie, et crouler sous les fantasmagories idéolo-

giques qui ne sont, à bien y regarder, que des anticipations intellectuelles erratiques et sans consistance destinées à contrer le royalisme, surtout la religion catholique. Le phénomène aurait même débuté dès le Moyen Âge. On y trouve tous les délires possibles et inimaginables ; rarement les utopies peuvent être prises au sérieux, sauf à imaginer des sociétés « idéales » en totales contradictions avec le monde des réalités. Jusqu'à ce qu'un certain Karl Marx surgisse de nulle part et dénonce, parmi d'autres, cette mode des socialismes utopiques pour en définitive faire pire en leur opposant son pseudo « socialisme scientifique », offrant ainsi de prétendues analyses théoriques de la société parées de toutes les rigueurs de l'esprit scientifique, et des remèdes à y apporter. En quelque sorte le marxisme serait un algorithme politique qu'il suffirait d'appliquer pour régler tous les problèmes de l'humanité, et le bonheur régnerait sur terre.

Est-il besoin de rappeler combien ce charlatan a pu tromper le monde et le précipiter dans le chaos civilisationnel quasiment sur toute l'étendue de la planète et sur 75 ans du XX^e siècle sous le nom de communisme ou de socialisme, les deux se rejoignant dans la même barbarie sociale et meurtrière ? En fait le socialisme dit « scientifique », la véritable théorie du communisme aura été un piège lancé contre les peuples de la terre pour les asservir au monde de l'argent, tout en leur promettant une existence matérialiste de fraternité universelle sans État (ici au sens de nation), sans frontières, sans oppression, sans religion, donc sans Dieu. Ce communisme ne pourra que s'imposer par la violence ; comme dans la Révolution française, comme pour le jacobinisme son modèle, il devra être révolutionnaire afin d'exciter les masses populaires et les lancer contre la bourgeoisie dite accapareuse. Après trois quarts de siècle de totalitarisme marxiste, on a pu voir la tragédie de ce pseudo socialisme qui n'est au final qu'une utopie comme une autre, à laquelle l'esprit de « scientificité » a donné un caractère totalitaire particulièrement effroyable.

C'est la raison pour laquelle la Doctrine de Force Française a été dans son entier conçue puis construite comme un édifice médiéval, pierre après pierre, mot après mot, sur la seule appréhension du réel, c'est-à-dire sur ce qui est vrai, en s'appuyant sur le solide enrochement du concret, de la pensée discursive et de l'histoire ; la réflexion s'est préalablement lavée de toutes interférences utopiques et autres scories de la pensée faussement scientifique, de toutes ces idéologies, de toutes ces utopies fabriquées qui ne sont, comme nous le répétons sans cesse, que des mensonges construits sur du sable dont on a inondé des générations d'esprits simples, fussent-ils intellectuels (être intellectuel n'a jamais signifié être intelligent), avec pour seul résultat global d'avoir renforcé ladite bourgeoisie accapareuse, humilié la nature humaine en la rabaisant à ses seuls instincts primaires, et transformé des peuples puissants et généreux (au sens premier du terme) en masses de petits fonctionnaires aveuglés au mental étriqué, dont l'idéal centré autour de leur seul confort matériel, de leur seul bien-être égoïste, ne trouve bonheur que dans le gavage consumériste et la transformation de l'énergie vitale en dégradation entropique. La dégradation entropique de la vie, c'est la mort. Dieu avec nous !

Alors il ne reste plus qu'à balayer les trois idéologies fondamentales qui subsistent encore dans le monde entier, c'est-à-dire le libéralisme, le socialisme, le communisme, les trois idéologies que résume en un la République judéo-maçonnique infernale, et à les renvoyer d'où elles viennent, dans les forges rougeoyantes des feux de l'Enfer !

Telle est la mission de Force Française.

*

1) Ne pas confondre **ÉTAT** et **NATION**. Ce n'est pas du tout la même chose. L'État est une chose morte, une superstructure juridico-politique désincarnée, un monstre administratif froid, fonctionnel, impersonnel ; il est le support juridico-administratif de la société, partant de la nation. On dit parfois de l'État qu'il est l'Administration des administrations. La nation, au contraire, est le corps vivant, charnel, moral et spirituel de tout un peuple arrivé à sa maturité

civilisationnelle. Cela peut paraître une évidence, mais pas pour tous, surtout pas pour ceux qui entretiennent la confusion à travers le concept d'État-nation. On peut accepter de se faire tuer pour défendre la nation ; on ne se fait pas tuer pour l'État, on défend celui-ci quand il devient oppression ; se défendre d'un État tyrannique, totalitaire, c'est défendre la nation

2) **IDÉOLOGIE** et **UTOPIE** sont de quasi synonymes. Sémantiquement, l'idéologie se définit comme l'art de penser et de formuler des concepts, autrement dit de produire des abstractions intellectuelles éloignées de toute réalité, le plus souvent développées à partir de fantasmes utopiques qui serviront de structure totalitaire aux mensonges d'État. L'utopie est donc le résultat d'une conception pervertie du réel.

3) Ne pas confondre **UTOPIE** et **DYSTOPIE**. Dystopie est un terme relativement récent dans le sens qu'on lui a donné, comme le contraire d'utopie. Or c'est faux, car l'utopie conduit inéluctablement à la dystopie. **Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'utopie heureuse**, puisque c'est un mensonge. Dystopie est un mot redondant d'utopie. L'utopie (le rêve, l'illusion) produit l'idéologie falsificatrice qui conduit nécessairement à la dystopie. **La dystopie est toujours le résultat de l'utopie, et l'idéologie est toujours le résultat d'une utopie pensée**. L'utopie induit une réalité tragique et n'aboutit qu'au chaos. Le socialisme, le libéralisme, le communisme, le jacobinisme, le judaïsme, l'islam (1), pour prendre ces exemples, partent de l'illusion ou du refus de la réalité, de sa négation, produisent l'idéologie comme une vérité qu'ils rattachent parfois à la transcendance et aboutissent inmanquablement au totalitarisme, c'est-à-dire à l'échec, voire à la tragédie.

4) Ne pas confondre la **RÉPUBLIQUE** avec l'**ÉTAT** ou la **NATION**. La République est la forme politico-administrative de l'État résultant de l'idéologie ; elle ne désigne pas autre chose qu'un corps techno-bureaucratique plus ou moins pesant et supportable, certainement pas un groupement humain ou des populations identitairement définies.

La **NATION** (doublet latin de « naissance », donc d'origine) se définit comme étant la synthèse des éléments ou attributs unificateurs les plus communs à un même peuple : le **Territoire**, la **Langue**, l'**Histoire**, la **Race** (y compris au sens générationnel du mot). Elle définit à la fois l'appartenance de l'individu et son identité communautaire ou extrinsèque (collective) ; celle-ci ne doit pas être confondue avec la personnalité de l'individu et son identité anthropologique ou intrinsèque (personnelle). L'identité, versants extrinsèque et intrinsèque, constitue la réalité existentielle et ontologique de l'individu, sa séité (être soi). La nation englobe les Vivants et les Morts, elle transmet aux héritiers légitimes au fil des générations.

5) Ne pas confondre **DÉMOCRATIE** et **DÉMAGOGIE**, même étymologie. Le plus grave d'abord. La démagogie consiste à flatter, à solliciter, les bas instincts, à tirer vers le bas, vers la bassesse intellectuelle et morale, vers les bas-fonds de la société d'où il ne peut remonter que la fange sociétale. D'une façon générale la démagogie fait appel, NON à la raison, à la réflexion, à la responsabilité, mais aux sentiments émotionnels et aux préjugés d'ignorance, de médiocrité, ce qui est le cas de la grande masse quand elle est conditionnée et pervertie. Ces préjugés (généralement assenés hors de toute contextualisation circonstanciée) peuvent émaner du locuteur, de l'orateur, comme de l'auditeur (la masse). Les politicards professionnels sont maîtres dans l'art de la démagogie, discipline qui se conjugue avec des astuces d'orateur, par exemple, affirmer une chose et son contraire dans le même discours, aligner les promesses creuses qui n'engagent que ceux à qui elles sont faites, faire des effets d'annonce, manipuler les peurs, les frustrations collectives que sous-tendent les mensonges idéologiques et entraînent l'opinion à la dérive.

La démocratie, au sens strict, c'est le pouvoir du peuple (le dème, dans la Grèce ancienne, était une subdivision administrative de la population à large spectre civique : elle a fini par désigner le pouvoir politique d'un peuple réuni en assemblée pour voter les lois.) C'est la démagogie qui a tué la démocratie athénienne. Comme elle tue de nos jours, et de la même manière, la politique

au sens le plus noble. La démocratie n'a rien à voir avec la représentation nationale (députés, sénateurs) ; la démocratie dite « représentative » (indirecte) est l'expression trompeuse du système républicain ; le mot démocratie n'a de sens qu'en tant que démocratie directe et se comprend, hors la République, comme l'expression de la souveraineté populaire par le moyen du référendum d'initiative civique ou populaire, dont la camarilla républicaine ne veut pas entendre parler : il est facile de comprendre pourquoi, surtout si le référendum est révocatoire.

6) Ne pas confondre **DÉCROISSANCE** et **DÉCONSOMMATION**. Décroissance ! décroissance ! On entend que ce mot ; il existe même un journal qui porte ce nom en titre, des sites internet, voire des influenceurs, etc. Or c'est une grande erreur que de focaliser sur la décroissance en oubliant la déconsommation ; laquelle est ignorée, peut-être même bannie.

La décroissance met en cause l'économie en général ; elle n'a que peu d'influence sur les comportements individuels. Par contre, la déconsommation concerne les consommateurs à titre individuel et collectif, et elle est la seule démarche à accomplir pour influencer la décroissance générale. De plus, elle met en cause les consommateurs particuliers, cette fois par ordre décroissant selon le niveau de consommation, du très, très, riche, le 1% par exemple, ou des classes moyennes, au très, très, pauvre, vivant au-dessous des seuils minima. Il est évident que l'effort de déconsommation doit d'abord venir des plus riches (empreinte carbone élevée), en descendant jusqu'aux plus démunis. On ne peut demander des efforts aux plus modestes que si les couches les plus aisées montrent l'exemple de déconsommation ou, dit de manière plus systémique, de déconsommation ou consommation intelligente : il ne reste plus qu'à y croire. Quoi qu'il en soit, n'attendons pas des miracles de la décroissance tant que les premiers concernés ne restreindront pas ou ne modifieront pas de manière significative leur train de vie, leur modèle de consommation.

7) Ne pas confondre **ÉGALITÉ** et **ÉGALITARISME**. L'égalité est un rapport mathématique entre des échelles de valeurs numériques ou physiques. L'égalitarisme est un détournement idéologique du principe d'égalité par répartition « équitable » matérielle, qui implique un nivellement social et sociétal général introduisant une inégalité non légitime de fait : rien n'est égal dans la nature. L'égalitarisme est le principe fondamental de l'idéologie de gauche en république : le rabot égalitaire qui réduit toutes les valeurs au même dénominateur commun de l'infériorité, c'est-à-dire de la médiocrité, ignorant le mérite et interdisant la sélection par le supérieur que l'on confond avec la discrimination, celle-ci impliquant une sélection par détermination. Ce principe se fonde sur un déni de réalité qui consiste à confondre égalité et justice, induisant un gravissime facteur d'injustice : tout ce qui est égal n'est pas nécessairement juste, tout ce qui est juste n'est pas nécessairement égal. La véritable justice est proportionnelle (différence entre proportion mathématique et géométrique d'Aristote). Ce principe aberrant et même fâcheusement illogique pour ne pas dire irrationnel, supporte à lui seul toute la construction idéologique de la pensée de gauche.

8) Ne pas confondre **REDISTRIBUTION** et **CHARITÉ**. Redistribution (en fait, charité obligée), mot très en pointe dans le langage des milieux politiques de gauche ; un mot des plus hypocrites qui soient. On distingue la redistribution verticale qui consiste à prélever aux uns pour le distribuer aux autres sous prétexte de réduction des inégalités, de la redistribution horizontale, qui consiste à couvrir les risques sociaux des plus nécessiteux. Chaque fois que j'entends prononcer ce mot de « redistribution » je suis dans l'exaspération : il implique clairement qu'il y a des gens qui sont susceptibles de prélever arbitrairement aux uns pour le redistribuer aux autres sous le prétexte hypocrite de justice sociale, sans l'accord des prélevés. Étant entendu que les canaux de la redistribution, abondamment nourris des prélèvements obligatoires et autres emprunts pharaoniques de notre république olympienne, passent d'abord par les poches de ceux qui redistribuent (politiciens élus, hauts ou semi ou para-fonctionnaires), et bien sûr par les poches des copains et des coquins sous toutes les formes possibles de

transferts de fonds publics, à commencer par les subventions. Il était un temps où l'on employait le mot « charité » ; les susdits, horrifiés, l'ont rejeté parce que la charité, mot exclu de leur vocabulaire, est humiliante et fait végéter le pauvre dans sa misère ; alors que le but est justement de l'aider à en sortir, à le responsabiliser et à ne pas se satisfaire de l'assistance publique à vie. Il était un temps où le « don de soi » était une véritable vertu et ne se confondait pas avec le « don pour soi » de notre république moderne. Comprenez qui pourra.

Je voudrais m'attarder sur la charité. D'abord ne pas confondre charité avec le mot cœur et l'usage sentimental ou émotionnel qui est fait de ce dernier. Avoir du cœur est une chose, pratiquer la charité est une autre ; avoir du cœur est un sentiment vertueux ; la charité est une pratique conforme à cette disposition sentimentale : « Où est ton trésor, là aussi est ton cœur » dit Jésus-Christ ; l'Église catholique a fait de la charité une vertu théologale. Le mot charité, qui sollicite l'expression souvent spontanée d'un sentiment noble, donne trop souvent prétexte à des manipulations scandaleuses. Il serait trop long de développer cet aspect ici ; je me contenterai de rappeler ce dicton populaire : « la charité commence par soi-même et finit par autrui ». La charité s'adresse d'abord aux êtres qui nous sont « chers » (d'où le mot), nos proches, parents ou amis ou voisins, cousins, congénères... ; elle n'est pas justifiée à s'exercer à l'autre bout du monde quand on néglige ou méprise les siens : la charité est une vertu qui hiérarchise et ordonne le bien selon une distinction qui va de son prochain à son lointain.

9) Ne pas confondre **LAÏCITÉ** et **NÉANT** bien que l'un soit lié à l'autre. La laïcité est devenue le mentra de la gauche républicaine en totale déroute idéologique ; et quand on dit gauche républicaine, il faut comprendre la République tout court. Généralement, on trouve dans la laïcité le concentré de toutes les aberrations intellectuelles et morales qui ont fait tant de tort à la France et à son peuple depuis plus de deux siècles, depuis la Révolution française devant laquelle certains se vautrent encore d'admiration ; et parler de tort en l'occurrence est un euphémisme.

Sous l'Ancien Régime, le mot laïc distinguait les civils des religieux. Aujourd'hui laïcité est devenu le fourre-tout de tous les détritiques intellectuels de la trilogie républicaine : communisme, socialisme, libéralisme ; laïcité désigne à la fois un contenant et un contenu et se superpose aux trop fameuses « valeurs de la République » (voir chronique correspondante) ; il exprime dans sa plus profonde signification la déroute, le fiasco de la société française, surtout depuis l'accélération de la descente aux enfers que celle-ci connaît en ce début de millénaire.

Que vient faire le néant ? Il exprime à la fois la neutralité, le vide sidéral ; la neutralité, c'est la carte de visite dont se paraît la laïcité à ses débuts, avant qu'elle ne devînt la religion de la République sous forme de rituel exécutoire de la franc-maçonnerie. Seul le néant est neutre. La neutralité n'est donc pas concevable intellectuellement. Si bien qu'au-delà du néant, la laïcité exprime quelque chose de pire que le néant : elle est l'anti-réel, l'anti-vérité, le monde oppressif et aversif selon Satan. Nous concevons le néant par intuition, comme nous concevons Dieu par l'intuition divine ; le néant est respectable en soi ; au-delà du néant, c'est le rien du tout, le vide, le non-existant et cela porte un nom : laïcité.

10) Ne pas confondre **LOI MORALE** et **LOI RÉPUBLICAINE**. L'une s'appuie sur le réel, le tangible, la nature ou Dieu, l'autre est purement humaine, s'appuyant sur les élucubrations intellectuelles ou les délires idéologiques ou utopiques des intellectuels matérialistes, qui professent que la pensée est le produit de la matière, mais curieusement n'en tirent aucune logique conforme à la loi naturelle qu'ils considèrent comme « fasciste » (érucciation gauchiste). La loi morale s'impose comme le produit de l'expérience humaine propre à diriger les comportements et les consciences : en Occident, elle est le produit de la synthèse du christianisme et de la morale gréco-latine. Elle est validée par l'Histoire et au quotidien par les faits de réalité.

Dans un entretien au quotidien *Le Monde* du 4 avril 1995, Le Président Jacques Chirac rappelait : “*Il n’y a pas de loi morale au-dessus de la loi civile*”, ajoutant : “*sinon cela justifierait qu’on se place hors la loi.*” On a l’impression de vivre le scénario tragique de la téméraire et courageuse Antigone. En affirmant qu’il n’y a pas de loi morale au-dessus de la loi civile, Chirac ne dit pas sur quoi il fonde la loi, et du même coup il admet qu’elle peut être le fruit de tous les aventurismes idéologiques, comme de la folie meurtrière du premier despote venu (ex. le terroriste psychopathe Robespierre). De plus, en mettant la morale hors la loi, il justifie à la fois l’oppression et la répression du mal contre le bien, et la dilution de l’un dans l’autre. La loi morale helléno-chrétienne a été la force de l’Ancien Régime.

11) Ne pas confondre **UNIVERSALISME** terrestre et **UNIVERSALISME** céleste. Attention au risque de confusion sur le sens du mot « universel ». Selon la religion catholique, le catholicisme, comme son nom l’indique (étymologie gréco-latine), est un universalisme, mais un universalisme céleste et non terrestre (le cas du judaïsme et de l’islam). L’universalisme terrestre ne peut être autre chose qu’un totalitarisme idéologique ; au contraire, l’universalisme céleste, c’est l’ordre cosmique, le grand Tout, c’est-à-dire Dieu lui-même qu’incarne sa représentation combinée de l’ordre naturel et surnaturel : le logos, le verbe qui s’est fait chair (Jésus-Christ) ; c’est aussi la raison pour laquelle le catholicisme s’adapte si bien à toute culture terrestre, respectant les identités et les cultures spécifiques. Il s’attache à l’âme, non aux traditions des uns et des autres, tout en corrigeant ce qu’il peut y avoir de choquant, voire de révoltant, dans certaines civilisations ; c’est pourquoi les catholiques peuvent se comprendre, quelles que soient les langues, les races, les cultures : **les hommes sont divers et multiples sur Terre, mais unis en Dieu dans le Royaume des Cieux** (*Le Christ décrypté*).

12) Surtout ne pas distinguer entre **JACOBINS** et **GIRONDINS** car, malgré les apparences, ces deux groupements révolutionnaires, typiquement bourgeois (le peuple français n’a rien à voir avec la Révolution française, il en a été la grande victime), sont les mêmes, les seconds n’étant que les idiots serviles et utiles des premiers. Par leur jusqu’aboutisme de faux rebelles, lançant les brandons de la guerre civile partout en France, quoique incapables d’aller jusqu’au bout de leur volonté d’éradiquer l’Ancien Régime par la violence qu’ils prônaient à coups de mouvements de mentons et de roulements d’épaules, ils ont fait le lit des jacobins qui, eux, sont allés jusqu’au bout de leurs idées criminelles et de leur démence meurtrière.

Ce binôme républicain existe toujours de nos jours, comprenons une vraie gauche jacobine qui conduit à la destruction systématique de la France, et une fausse droite girondine, droite molle battant sans cesse sa coulpe, sans colonne vertébrale ni consistance mentale, politiquement inefficace, servant de terreau fertile aux mêmes idiots utiles, et toujours dans la même continuité aussi aveugle qu’imbécile. Rien n’a changé depuis 1789 ; la France continue à sombrer de jour en jour dans les profondeurs de l’abîme où l’entraîne inexorablement la République.

13) Attention à l’emploi abusif et intempestif du mot **TOLÉRANCE**, concept réversible. L’utilisation inconsidérée de ce mot peut signifier le contraire de ce qu’il veut dire. Ce qui est tolérance pour les uns, peut vite devenir intolérance pour les autres. On peut être justifié à se montrer intolérant quand la tolérance devient intolérable, insupportable. L’abus de la tolérance peut induire en réaction la tolérance zéro. **Il convient d’être prudent avec l’emploi des mots qui font appel à l’émotion plus qu’à la raison.**

14) Dans le contexte de décadence civilisationnelle que la société française (et européenne) subit actuellement, chaque fois que vous entendez quelqu’un dire qu’il est un « **HUMANISTE** », vous comprenez que c’est un **COMMUNISTE**, le mot ayant été détourné, dévalué, puis galvaudé par les intellectuels marxistes, l’extrayant de sa signification originelle pour faire croire que l’humanité c’est eux, ces fabricateurs de mensonges, falsificateurs de la vérité et du monde réel. Évidemment, comme toujours, triturés au travers de concepts idéologiques fumeux et criminels,

les mots, même les plus porteurs d'esprit de sagesse, finissent par dire le contraire de ce qu'ils signifient réellement : peut-on comprendre un journal communiste portant en titre *L'Humanité*, sans être choqué, et le comprendre pour ce qu'il est réellement, un quotidien de presse idéologiquement porteur d'une vraie menace potentielle pour l'humanité (inversion satanique) ?

15) L'utilisation abusive du mot **RÉVOLUTION** employé à temps et à contretemps. Il devrait être réservé pour désigner uniquement la Révolution française ou le chaos et c'est tout. Révolution appartient au langage gauchiste et n'existe positivement que dans les esprits malades.

16) Cela sera plus d'une fois rappelé dans ce corpus doctrinal : **EN RÉPUBLIQUE, LA DROITE POLITIQUE N'EXISTE PAS**, sinon une fausse droite, une fausse perspective pour faire symétrie dans le spectre ou l'arc politique républicain et donner l'illusion de la pluralité des idées. La République maçonnique, dont le véritable visage est satanique, est fondamentalement bourgeoise, de gauche, matérialiste, athée, libertaire (c'est-à-dire la liberté sans la responsabilité). Se dire républicain, c'est nécessairement s'affirmer de gauche. La véritable droite, c'est celle qu'on a massacrée sous la Révolution française, celle à qui on a interdit d'exister au nom de son Dieu et de son Roi, qu'on a définitivement scotomisée de la mémoire collective et du souvenir, celle des innocents et des justes, riches ou pauvres, mais fiers de leur foi catholique et du passé de leur pays, la France. Le jour n'est pas loin où cette droite se lèvera et reprendra ses droits légitimes.

17) Savoir distinguer ce qui constitue une des distorsions profondes de la pensée de gauche, en plus de la vue plate que j'ai détectée dans une autre chronique, savoir : le **RELATIVISME** et le **SUBJECTIVISME**, symptômes d'une maladie de l'esprit qu'il est bon de toujours rappeler. Le relativisme, appliqué à la politique et au-delà de toute discussion philosophique, infère que dans la société, toutes choses étant égales par ailleurs, il ne saurait y avoir de hiérarchies sociales ni de sélection par l'argent, l'intelligence, la connaissance, le savoir-faire. En somme la personnalité intrinsèque de l'individu (biologique) n'est pour rien dans le développement de sa personnalité extrinsèque (sociale) ; il n'est que le produit de la société, soit favorisé par sa naissance, soit défavorisé par les inégalités sociales : il ne doit rien à lui-même. C'est tout le standard égalitariste et niveleur de gauche.

Quant au subjectivisme, il infère que la réalité est telle que nous voulons la voir, non telle qu'elle est : cet état d'esprit pathologique est la porte ouverte à l'aventurisme idéologique (donc à l'utopie), c'est-à-dire dans 100% des cas au fiasco politique, entraînant les peuples à la ruine civilisationnelle, voire au désastre humain.

Relativisme et subjectivisme sont les deux principes intellectuels qui sous-tendent la réalité républicaine, révélant de fait celle-ci comme une structure politique fondamentalement de gauche, et n'étant que cela, en tous lieux, en toutes époques. Il faut la savoir : quand un électeur vote en République, il vote nécessairement à gauche, même s'il se dit de droite.

18) Ne pas confondre avoir de **L'AUTORITÉ** et être **AUTORITAIRE**. Les gens qui ont de l'autorité n'ont pas besoin d'être autoritaires, leur autorité s'impose et va de soi ; les gens qui sont autoritaires le sont justement parce qu'ils n'ont pas d'autorité. Et imposer son autorité quand on n'a pas d'autorité, peut-être imputable à un aveu de faiblesse qui peut se transformer en impuissance ou en un accès fâcheux de violence compensatoire.

19) Encore une petite distinction afin de ne pas confondre les mots **SOLIDARITÉ** et **ENTRAIDE**. Le mot solidarité est encore un fois détourné de sa véritable signification, car il implique la réunion de personnes ayant des intérêts communs à défendre. La solidarité dans ce cas n'est pas un mal en soi et peut se comprendre. Par contre l'entraide implique un acte gratuit et spontané qui peut se pratiquer sous différentes formes, dont la charité ; l'entraide implique aussi le retour et n'est pas toujours à sens unique. La gauche, voire la république elle-même,

appellent souvent à la solidarité mais pour leur propre compte, leur propre chapelle, et utilisent souvent le mot « solidaire », « soyons solidaires ». Solidaires, ils le sont mais entre eux, et dans ce cas, ils trompent encore une fois le citoyen en essayant de faire passer l'élan de solidarité pour quelque chose qui relèverait de l'intérêt général et du bien public, alors qu'à bien y regarder, ils n'ont en tête que de diffuser et faire accepter leurs idées politiques insanes.

20) Pour terminer cette recension sémantico-politique (jamais terminée pour l'essentiel) avec deux mots embrassant à eux seuls la perspective globale que l'on peut avoir du système républicain dans sa pratique : **MODERNITÉ** et **PROGRESSISME**. Il m'est apparu nécessaire de m'arrêter sur ces deux mots fétiches dont l'importance sémiologique, par l'usage fréquent et généralisé qui en est fait dans le langage politique, oriente le tropisme global déterminant la vie et le destin du peuple français.

Est moderne ce qui n'est pas ancien et repousse l'ancien dans le démodé, le suranné ou le frappe d'obsolescence, avec généralement ce qu'il faut de compassion misérabiliste pour ceux qui ne prennent pas le train de la modernité en marche ; et ceci dans tous les compartiments de la vie, matérielle, culturelle, sociale, morale, spirituelle. L'esprit moderne ne regarde jamais en arrière ; seul compte le présent, seul compte le moment qui passe : que l'évanescence advienne et aussitôt on n'y pense plus. Allons droit devant... même si on tombe au fond de l'abîme ! La modernité, c'est la mode appliquée à tout : l'instant éphémère à vivre qui efface l'instant éphémère vécu, le refoule hors de la mémoire ; on ne retient rien du passé, on l'oublie, on le scotomise, le passé étant nécessairement et obligatoirement sombre, aversif, avec le très gros avantage de faire l'économie de penser et de réfléchir.

Le progressisme dit à peu près la même chose, sauf qu'il se veut davantage intellectuel et se décline tant en politique que dans le social ; car le progrès est avant tout éminemment fraternel et humain. Il repose nécessairement son assise matérialiste du consommable. Il n'a en tête que le bonheur de l'homme, sa régénération vertueuse, son épanouissement béatifique, le bonheur devant aller, là aussi, nécessairement et obligatoirement, toujours de l'avant, jamais de l'arrière ; il convient d'ignorer le passé, car ce qui va de l'arrière a le très gros désavantage d'avoir à se confronter au malheur, et de montrer les ratés du bonheur éternellement promis mais jamais donné ni obtenu ; le progrès promet le bonheur, et peu importe s'il ne le donne pas, peu importe s'il ne l'atteint pas, peu importe s'il le situe là où il n'est pas ; il faut le promettre, on ne revient jamais en arrière. Le progressisme, c'est le concert cacophonique des idéologies et leurs stridulations grinçantes ; le chant assourdissant des sirènes qui conduisent les masses aveugles aux portes de l'Enfer.

J'ai l'habitude d'englober modernité et progressisme dans l'expression « moderno-progressisme », expression résumant l'état d'esprit général du système politique républicain. Pour l'adepte du moderno-progressisme, le moderno-progressiste, on ne saurait être orienté autrement que vers l'avenir ; le progrès incessant ne saurait se remettre en question, ni contenir ou présager la notion d'échec ou d'effet pervers : aujourd'hui est mieux qu'hier et moins bien que demain : telle est la loi ; le cours de la vie ne saurait connaître de pause, n'être autre chose qu'une perpétuelle fuite en avant, quelles qu'en soient les conséquences ; le passé est nécessairement et obligatoirement rétrograde, réactionnaire, obscurantiste, rempli de superstition, et digne de la nuit de mille ans, de ce Moyen Âge que seuls les imbéciles, les médiocres, les incultes fanatisés, souvent hautement diplômés, n'ont pas, n'ont jamais compris.

Ne nous laissons pas abuser sur le sens des mots. On ne peut pas leur faire dire ce qu'ils ne disent pas, sauf à pervertir le langage, donc à pervertir le bon sens. La langue française ne trompe pas, elle est notre meilleure gardienne de la vérité.

Bonne navigation sur le site de Force Française.

1. Nous considérons le judaïsme et l'islam non comme des religions, mais comme des idéologies faillibles, potentiellement porteuses d'erreur, de contradiction, de fourvoiement et de violence ; donc, à ce titre, susceptibles d'être critiquées voire combattues, comme n'importe quelle autre idéologie.

*

Note. Nos lecteurs auront remarqué que FF ne fait aucune allusion à la géopolitique ou politique étrangère. Il est évident que la priorité reste d'ordre national face à l'énorme travail de sappe que les forces de destructions mondialistes ou dites universalistes font subir à la France et à son peuple, en vue de démanteler la France historique (et l'Europe) et la faire disparaître, en même temps que son peuple historique. Bien sûr, nous conservons un œil vigilant sur les événements extérieurs, et surtout sur les interventions anglo-américaines menées avec leurs vassaux européens, dont la France et l'Allemagne en tête, visant à déstabiliser les pays du Moyen-Orient, des Balkans, d'Asie, à déstabiliser aussi la Russie à travers la guerre d'Ukraine, afin de mettre en place à la tête de tous ces États, y compris les États africains, des marionnettes à leurs bottes. S'agissant de la Russie, le but de l'État profond américain est de criminaliser M. Poutine, de l'évincer afin de prendre en arrière-plan le contrôle du pays, voire de le démembrer afin de l'affaiblir, placer à la tête de l'État russe ses hommes-liges, et s'emparer, sous sa tutelle impérialiste, des richesses naturelles de cet immense pays — richesses sur lesquelles la Chine voisine lorgne déjà discrètement. Les tragiques événements d'Ukraine n'ont pas d'autre sens.

La géopolitique est un domaine vaste à traiter ; cela viendra le moment venu.
